

## la carte blanche

Henri Bartholomeeusen Président du Centre d'action laïque

## Dépénaliser les drogues : osons franchir le pas

**La ministre de la Santé Maggie De Block a récemment relancé le débat sur la légalisation partielle du cannabis. Le Centre d'action laïque appuie l'idée d'une politique moins répressive, centrée sur la réduction des risques.**

Le débat sur une politique alternative en matière de drogues est ranimé par les récentes sorties de la ministre Maggie De Block.

Le Centre d'action laïque et de nombreux experts apportent leur contribution à cette question depuis plus de quinze ans. Médecins, avocats et travailleurs du secteur de la toxicomanie conviennent unanimement que la répression ne donne aucun résultat : consommation en hausse, durcissement du trafic, enrichissement des mafias, mobilisation de moyens vertigineux pour la lutte contre les stupéfiants, dégâts irrémédiables chez les consommateurs dépendants, overdoses accidentelles, surpopulation carcérale...

De nombreuses personnalités ont pris position pour dénoncer l'échec des politiques répressives. Citons, notamment, Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations unies, Fernando Henrique Cardoso, ancien président de la République du Brésil, Mike Barton, commissaire principal de la police britannique, Pierre Chappard, coordinateur du Réseau français de réduction des risques, Jean-Pierre Couteron, psychologue clinicien et président de la Fédération Addiction, l'économiste Paul De Grauwe... Les études cliniques et scientifiques parviennent aux mêmes conclusions. Citons à titre d'exemple celle de D.

Werb, T. Kerr, B. Nosyk et al. dans le réputé *British Medical Journal* (1/10/2013) et, plus récemment, celle menée par le ministère britannique de l'Intérieur (*Punitive drug law enforcement failing*, voir article dans *The Guardian* du 30/10/2014).

La voie de la prohibition et de la « tolérance zéro » relève d'une posture idéologique et nie les réalités du terrain lorsque l'alternative, celle de la réduction des risques – soutenue par d'autres pouvoirs publics depuis les années 80 –, porte ses fruits.

C'est pourtant cette dernière stratégie qui a permis d'enrayer l'épidémie de sida chez les toxicomanes injecteurs. C'est celle qui sauve quotidiennement des vies par le recours aux conseils à la consommation. C'est celle enfin qui autorise une nouvelle perspective : reconnaître le consommateur comme un être responsable qui souhaite rester en vie, voire en bonne santé.

Comment persévérer dans la prohibition plutôt que d'envisager une politique qui minimise les risques pour les usagers et les rende maîtres de leur consommation ? Qui batte en brèche le monopole des mafias et la criminalisation du consommateur ?

L'heure me paraît bien venue de franchir des a priori moraux et idéologiques obsolètes pour réfléchir et penser une police moderne qui fixerait les interdits en matière de vente des drogues.

Une police qui, respectueuse de l'autonomie des personnes, permettrait de contribuer aux efforts de responsabilisation du consommateur et de réduire l'accès aux produits psychotropes pour

les mineurs.

Les avantages seraient nombreux.

En matière de santé, elle permettrait de réduire les surdosages et les intoxications dus aux produits de coupe utilisés par les dealers dans le seul but de gagner rapidement beaucoup d'argent au profit de gangs organisés. Mais aussi, de conseiller le consommateur faible pour réduire les risques d'intoxication et de dépendance.

La décriminalisation de l'usage réduirait d'un cinquième à un tiers la population des prisons et soulagerait dans de plus grandes proportions encore, les cours et tribunaux.

Elle diminuerait, nous le savons, la criminalité accessoire qu'entraîne le besoin de trouver d'urgence les moyens nécessaires à la consommation.

Elle libérerait les forces de police de la recherche du petit trafic... et près de 20 % de la population adulte de l'illégalité (c'est en effet le nombre estimé de consommateurs de cannabis en Belgique).

D'autres avantages émergent rapidement comme la fiscalisation du cannabis au même titre que celle de l'alcool et le tabac. Elle permettrait de dégager de nouveaux moyens pour une véritable politique de prévention, voire la disparition d'un marché noir mafieux qui n'aurait plus de raison d'être.

Les arguments, nous le voyons, ne font pas défaut.

La proposition, elle, se trouve dans les cartons.

Ranimer le débat est une chose, le poser loyalement et démocratiquement en est une autre.

Qui osera ? ■